L'association Alertes s'élève contre le report de la réforme dépendance

Durant tout le deuxième trimestre de cette année, Alertes, avec 23 autres organisations, a mené une action forte pour la prise en compte rapide d'une véritable prestation autonomie : conférence de presse, distribution de 45 000 plaquettes, réunion de parlementaires, manifestation place de Verdun à Grenoble, audience à la préfecture, lettre au président de la République.

En date du 1er août, la présidence de la République répondait à cette lettre. Cette réponse précise que « *… au vu de l'ensemble de ces contributions issues du débat national, le Chef de l'Etat et le Gouvernement annonceront à l'automne prochain les mesures retenues dans le cadre d'un projet de loi…* ».
Or, dès le 24 août, le Premier ministre annonçait reporter toute mesure et devoir y travailler encore d'ici le début de l'année 2012.
Il n'est donc même plus question des mesures d'urgence annoncées par la Ministre des solidarités.

L'Association « A1ertes » a participé activement au débat national organisé par le gouvernement au printemps dernier et regrette que cet élan démocratique se trouve ainsi brutalement arrêté.
Elle est profondément déçue par ce nouveau report, extrêmement dommageable pour les personnes âgées dépendantes et pour leurs familles, et qui pourrait être assimilé à une non-assistance à personnes en danger. Et ce justement à un moment où les études de l'INSEE montrent que la pauvreté est en forte progression et touche une part croissante des personnes âgées.

L'Association « Alertes » craint que la prise en compte de la dépendance soit ainsi oubliée jusqu'à la prochaine élection présidentielle. Elle veillera à ce que cette question devienne un élément important dans les campagnes électorales. Son impact n'est pas seulement financier, c'est un enjeu de société.

Texte adopté par le Conseil d'Administration d'« Alertes »
lors de sa réunion du lundi 12 septembre 2011